

Affaires courantes

Aussi, les ressources nécessaires à l'affectation de 349 agents de la GRC supplémentaires à la lutte contre la contrebande ont été approuvées dans le cadre du plan d'action du gouvernement dans ce domaine. Il y aura donc maintenant quelque 700 de ces agents chargés de la répression de la contrebande, ce qui représente le double du nombre de ceux qui y étaient auparavant affectés.

[Traduction]

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, si les questions nos 26, 39 et 55 pouvaient être transformées en ordres de dépôt de documents, ces documents seraient déposés immédiatement.

Le Président: Plaît-il à la Chambre que les questions nos 26, 39 et 55 soient transformées en ordres de dépôt de documents?

Des voix: D'accord.

[Texte]

Question n° 26—**Mme Hayes:**

En 1993, quel a été le montant total des fonds consentis à des particuliers et à des groupes par le ministère du Multiculturalisme, qui étaient ces particuliers et combien d'argent ont-ils reçu?

(Le document est déposé.)

Question n° 39—**M. Mayfield:**

Quel est le nom et l'emplacement de chacun des parcs nationaux et, pour chaque parc et chacune des quatre dernières années, a) combien de personnes ont été employées, b) quels ont été les frais d'administration, c) quelles recettes ont été produites, d) combien y a-t-il eu de visiteurs?

(Le document est déposé.)

Question n° 55—**M. Strahl:**

Au cours du dernier exercice, combien de consultants l'Agence canadienne de développement international a-t-elle engagés, qui sont-ils, quel est le nom des entreprises qu'ils représentent, d'où viennent-ils, à quels projets ont-ils travaillé et combien est-ce que chacun a été payé?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

Le Président: Le gouvernement a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire.

M. Milliken: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

Le Président: Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

[Français]

Mme Lalonde: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je voudrais demander au secrétaire parlementaire d'informer cette Chambre des complications qui font que le délai de réponse de 45 jours a largement été dépassé pour les questions nos 33 et 38 que j'ai inscrites au *Feuilleton*. Je ne sais pas ce que veut dire l'expression «réservé», mais si ça veut dire qu'il ne faut

pas qu'il me donne de réponse, je ne suis pas d'accord. Il s'agit de la question n° 33 du 14 avril et de la question n° 38 du 21 avril.

M. Milliken: Monsieur le Président, je suis informé que la réponse à la question n° 33 sera prête demain afin d'être déposée à la Chambre. J'espère que je pourrai la faire afin d'aider l'honorable députée avec son travail.

En ce qui a trait à l'autre question, n° 38, je suis informé qu'on est en train d'en préparer la réponse en ce moment et j'espère pouvoir la transmettre bientôt à l'honorable députée.

[Traduction]

Monsieur le Président, je me demande si la Chambre consentirait unanimement à revenir aux motions de façon à ce que je puisse demander l'adoption de la motion n° 1 inscrite à mon nom au *Feuilleton*, à savoir que le 28^e rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre concernant l'attribution des salles de comité soit adopté.

Le Président: Y a-t-il consentement unanime à revenir aux motions?

Des voix: D'accord.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

M. Peter Milliken (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes) propose: Que le 28^e rapport du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre, présenté à la Chambre le vendredi 10 juin 1994, soit adopté.

(La motion est adoptée.)

* * *

● (1545)

DEMANDE DE DÉBAT D'URGENCE

LES PÊCHES DE LA CÔTE OUEST

Le Président: Avant de passer à l'ordre du jour, j'ai reçu une demande présentée conformément à l'article 52 du Règlement en vue d'avoir un débat d'urgence sur la mauvaise gestion des pêches de la côte ouest, en particulier à la lumière des dernières nouvelles selon lesquelles le ministère des Pêches et des Océans aurait perdu la trace de 1,3 million de saumons.

M. Nelson Riis (Kamloops): Monsieur le Président, vous avez signalé mon intention de demander, en vertu de l'article 52 du Règlement, la tenue d'un débat d'urgence sur l'inquiétude provoquée sur la côte ouest du Canada par la prétendue disparition de 1,3 million de saumons.

Quand des pêcheurs voient 1,3 million de saumons disparaître de leurs plans, je pense qu'il est juste de dire qu'une crise est sur le point d'éclater sur la côte ouest, si ce n'est déjà fait. Étant donné ce qui s'est passé sur la côte est, cette question exige, à mon avis, d'être examinée d'urgence par le Parlement du Canada.